

Cabinet d'avocats Delahaye Avocats

Charte de protection des données à caractère personnel

Le cabinet d'avocats Delahaye Avocats considère que le respect de vos données personnelles est une priorité. Cette préoccupation s'applique aussi bien à la gestion du dossier qui nous est confié qu'aux activités au sens large du cabinet (activités scientifiques, publications, etc.), à notre présence en ligne (via le site que le cabinet possède www.delahaye-avocats.be et les comptes sur les réseaux sociaux), à nos relations avec nos fournisseurs et au recrutement de notre personnel et de nos collaborateurs.

1. Pourquoi une Charte de protection de vos données à caractère personnel ?

Nous attachons de l'importance à respecter les données personnelles de nos utilisateurs en ligne, de nos clients et prospects, des intervenants que nous rencontrons dans le cadre de nos activités et acteurs de justice, de nos fournisseurs ou des personnes physiques de contact chez nos fournisseurs de services lorsqu'il s'agit de personnes morales ainsi que des candidats postulant chez Delahaye Avocats (ci-après « vous »), de les traiter avec le plus grand soin et d'en assurer le meilleur niveau de protection conformément au Règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « GDPR ») et à la loi nationale applicable en cette matière.

La présente charte vie privée vous informe sur :

- les données personnelles que nous recueillons sur vous et les raisons de cette collecte ;
- la manière dont nous utilisons vos données personnelles ;
- les droits dont vous disposez sur vos données personnelles et les moyens de les exercer.

Un lexique des principaux termes légaux utilisés dans la présente Charte est disponible ci-dessous.

2. Qui est responsable de l'utilisation de vos données dans le cadre de votre relation avec nos services?

Les responsables conjoints des traitements de vos données personnelles décrits dans la présente Charte Vie Privée sont les avocats-associés du cabinet Delahaye Avocats <https://delahaye-avocats.be/notre-equipe/>.

La présente Charte Vie Privée reflète l'accord conclu entre eux en vue de faciliter l'exercice de vos droits. Les avocats-collaborateurs du cabinet qui prestent dans le cadre des dossiers du cabinet traitent les données à caractère personnel sous l'autorité des avocats-associés et n'endossent aucune responsabilité particulière vis-à-vis des traitements de données effectués dans ce cadre. A l'inverse, les avocats-collaborateurs du cabinet qui traitent des données dans le cadre de leurs dossiers personnels engagent leur responsabilité propre et sont considérés comme responsables de ces traitements. La présente charte ne s'applique pas à ces traitements pour lesquels les avocats-associés du cabinet ne sont pas responsables.

Toute question ou demande concernant le traitement de vos données personnelles peut être adressée à l'adresse email suivante : reception@dlh-avocats.be. Vous pouvez exercer vos droits à l'égard de et contre chacun des co-responsables.

3. Pourquoi recueillons-nous vos données personnelles et sur quels fondements ?

Nous recueillons des données personnelles sur vous pour différentes raisons.

Nous ne pouvons recueillir et utiliser vos données personnelles que si cette utilisation se base sur un des fondements juridiques déterminé par le GDPR (par exemple, votre consentement ou l'exécution d'un contrat conclu avec nous).

Les finalités d'utilisation de vos données personnelles par les avocats-associés du cabinet et le fondement juridique correspondant sont repris ci-dessous.

- **Finalité 1 : gestion de la relation client**

Ceci inclut les traitements de données nécessaires à la gestion au sens large de la relation-client, et comprend entre autres l'exécution de la mission confiée par le Client (demandes d'informations en matière juridique, représentation en justice ou dans des procédures non judiciaires, conseil et assistance en matière juridique au sens large), la vérification des conflits d'intérêts, ainsi que l'émission et le recouvrement des factures.

Cette finalité se base sur l'intérêt légitime des avocats-associés du cabinet de collecter et traiter des données relatives aux acteurs de justice, à leurs Clients personnes physiques et aux personnes de contact chez leurs Clients personnes morales en vue d'assurer la bonne exécution du contrat, ainsi que la nécessité d'exécution du contrat et l'exécution de la mission d'avocat conformément aux obligations légales du Code judiciaire. (Article 6.1.b), c) et f) du GDPR).

- **Finalité 2 : gestion de la relation précontractuelle**

Ceci inclut les traitements de données nécessaires à la gestion au sens large de la relation précontractuelle, et comprend entre autres la gestion des appels d'offres et demandes d'intervention, l'élaboration d'offres d'intervention, la vérification des conflits d'intérêts.

Cette finalité se base sur l'intérêt légitime des avocats-associés du cabinet de collecter et traiter des données relatives aux personnes physiques et aux personnes de contact chez les personnes morales dans le cadre de la négociation du contrat, ainsi que la nécessité de bonne gestion de la relation précontractuelle. (Article 6.1.f) et b) du GDPR).

- **Finalité 3 : gestion des messages reçus sur l'adresse générale de contact**

L'adresse générale de contact est reception@dlh-avocats.be. Lorsque vous nous envoyez un message via notre formulaire de contact en ligne, votre message est dirigé automatiquement vers notre adresse générale de contact. Cette finalité se base sur l'intérêt légitime des avocats-associés du cabinet de traiter les données à caractère personnel des utilisateurs en ligne dès lors que sans cela les avocats-associés ne sont pas en mesure de répondre aux demandes et/ou questions adressées (Article 6.1.f) du GDPR).

- **Finalité 4 : lutte contre le blanchiment**

Ceci inclut les traitements de données nécessaires à la gestion au sens large de la lutte contre le blanchiment, et comprend le respect des obligations imposées par la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

Cette finalité se base sur l'exécution d'une obligation légale (Article 6.1.c) GDPR).

- **Finalité 5 : gestion des litiges et contentieux avec nos Clients, Prospects et Fournisseurs**

Cette finalité se base sur l'intérêt légitime des avocats-associés du cabinet de collecter et traiter des données relatives aux personnes physiques et aux personnes de contact chez les personnes morales en vue de la gestion

des litiges ou contentieux du cabinet avec eux. Cette finalité se base également sur la nécessité d'exécution du contrat litigieux avec les avocats-associés du cabinet (Article 6.1. f) et b) du GDPR).

En ce qui concerne nos fournisseurs, cette finalité se base sur l'intérêt légitime des avocats-associés du cabinet de collecter et traiter leurs données ou celles des personnes physiques de contact chez ces fournisseurs lorsqu'il s'agit de personnes morales ainsi que celles des acteurs de justice en vue de la gestion d'un litige ou contentieux et la nécessité d'exécution du contrat litigieux (Article 6.1. f) et b) du GDPR).

- **Finalité 6 : statistiques**

Par « fins statistiques », on entend toute opération de collecte et de traitement de données à caractère personnel nécessaires pour la production de résultats statistiques. Ces résultats statistiques peuvent en outre être utilisés à différentes fins, notamment à des fins d'amélioration de nos services.

Nous avons un intérêt légitime à traiter les données à caractère personnel de nos Clients, Prospects et utilisateurs en ligne de notre site internet afin d'améliorer nos services et d'avoir une meilleure compréhension des publics cibles et visiteurs (Article 6.1.f) du GDPR).

- **Finalité 7 : documentation interne**

Nous avons un intérêt légitime à conserver sous forme électronique les documents liés à votre dossier, après leur archivage, à des fins de documentation interne (modèles de conclusions, de contrats, de courriers, réutilisation des analyses, consultations et du savoir-faire, formation, etc.) (Article 6.1. f) du GDPR).

- **Finalité 8 : gestion des relations avec les Fournisseurs**

Nous avons un intérêt légitime à collecter et traiter des données relatives à nos Fournisseurs personnes physiques ou aux personnes de contact chez nos Fournisseurs lorsqu'il s'agit de personnes morales ; ces données sont également nécessaires aux fins de négociation et/ou d'exécution du contrat avec votre entreprise (Article 6.1. f) et b) GDPR).

- **Finalité 9 : recrutement**

Nous collectons et utilisons vos données personnelles dans le cadre de votre candidature à un emploi actuel ou futur chez Delahaye et Associés. Le fondement juridique pour le traitement de vos données personnelles est l'exécution d'une mesure précontractuelle (Art. 6.1. b) du GDPR).

4. Quelles données personnelles recueillons-nous sur vous ?

Nous vous détaillons ci-dessous les données personnelles que nous recueillons lors de chacune de ces interactions pour chaque utilisation que nous faisons ainsi que la raison de la collecte et leur mode de recueil.

- **Finalité 1 : gestion de la relation Client**

Pour les personnes morales : données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle.

Pour les personnes physiques : données d'identification (adresse email, téléphone, adresse, etc.) ; le cas échéant, la carte d'identité ; données financières (compte bancaire, etc.) ; toute information relative au dossier, que cela concerne le client ou des tiers, y compris le cas échéant des données à caractère personnel sensibles au sens du GDPR (telles que des données de santé, des données susceptibles de révéler l'origine raciale et ethnique les convictions religieuses ou philosophiques, des données génétiques, biométriques, des données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle, l'appartenance syndicale, etc.) et des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ; toute information dont la collecte peut être considéré comme utile afin de gérer le dossier et/ou répondre à la question posée ; identification de tous les intervenants à quelque titre que ce soit dans le dossier ; centres d'intérêts des personnes ; données de facturation ; etc.

- **Finalité 2 : gestion de la relation précontractuelle**

Pour les personnes morales : données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation précontractuelle.

Pour les personnes physiques : données d'identification (adresse email, téléphone, adresse, etc.) ; le cas échéant, la carte d'identité ; toute information relative à votre dossier, y incluant le cas échéant des données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions.

- **Finalité 3 : gestion des messages reçus sur l'adresse générale de contact**

Données d'identification personnelles (nom, prénom, adresse-mail, numéro de téléphone, etc.) et informations que vous nous avez révélées à l'occasion des messages ou questions envoyées.

- **Finalité 4 : lutte contre le blanchiment**

Pour les personnes morales : données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation (pré)contractuelle.

Pour les personnes physiques : données d'identification (adresse email, téléphone, adresse, etc.) ; carte d'identité ; données financières.

- **Finalité 5 : gestion des litiges et contentieux avec nos Clients, Prospects et Fournisseurs**

Pour les personnes morales : données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation contractuelle et du litige ou contentieux l'entourant.

Pour les personnes physiques : données d'identification (adresse email, téléphone, adresse, etc.), données financières (compte bancaire, etc), toute information relative à votre dossier, toute information issue du litige ou contentieux l'entourant.

- **Finalité 6 : Statistiques**

Nom et prénom, données financières, métadonnées permettant d'identifier la (les) problématique(s) juridique(s) que le dossier pose.

Concernant les statistiques de fréquentation du site : pages consultées ; adresse e-mail ; toute information que vous nous avez donnée volontairement (par exemple dans le cadre d'enquêtes d'informations et/ou des inscriptions sur site, ou en communiquant avec nous par courrier électronique).

- **Finalité 7 : Documentation interne**

Toute information relative à votre dossier et toute information issue du litige ou contentieux l'entourant.

- **Finalité 8 : Gestion des relations avec les Fournisseurs**

Pour les personnes morales : données d'identification des personnes de contact (adresse email professionnel, téléphone professionnel, titre, etc.) et toute information en lien avec l'intervention de la personne de contact dans la relation (pré-)contractuelle.

Pour les personnes physiques : données d'identification (adresse email, téléphone, adresse, etc.), données financières (compte bancaire, etc.), toute information relative à la relation (pré-)contractuelle.

- **Finalité 9 : Recrutement**

Données d'identification personnelles ; caractéristiques démographiques ; nationalité et si nécessaire preuve d'identité, permis de travail et documents de séjour (contrôle obligatoire sur base de la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers) ; CV, lettre de motivation, information sur la formation/les diplômes et l'expérience professionnelle, information dont vous nous faites part pendant les entretiens d'embauche ; photographies ; données psychologiques ; hobbies et intérêts ; références (uniquement avec votre consentement).

5. Avec qui partageons-nous vos données personnelles ?

Dans le cadre de nos activités, il peut nous arriver de partager vos données personnelles. Bien évidemment, nous le faisons toujours de manière à garantir une protection optimale de vos données personnelles.

- **Avec certains sous-traitants** comme des fournisseurs de logiciel de gestion de cabinet d'avocat et de services d'hébergement, des prestataires de solutions d'envoi d'e-mails tous situés dans l'Union européenne, etc. ;
- **Avec les différents acteurs de la justice**, tels que les Cours et Tribunaux, autorités administratives, mandataires de justices (notaires, huissiers, curateurs, experts), Bâtonniers, confrères adverses, confrères partenaires, avocats, pour les besoins de la relation contractuelle entretenue ou, le cas échéant, pour la gestion des revendications, litiges, ou autres contentieux ;
- **Avec des fournisseurs**, tels que les comptables, bureaux de traduction, consultants ;
- **Avec des autorités publiques**, en réponse à des demandes légales, y compris pour répondre aux exigences de la sécurité nationale ou de l'application de la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (auquel cas vos données peuvent également être partagées avec le Bâtonnier) ;
- **Avec nos assureurs en responsabilité professionnelle.**

6. Exploitions-nous autrement vos données personnelles ?

Nous ne cédon pas vos informations à une autre organisation ou société.

Nous n'avons pas de partenariat ou de relations spéciales avec des agences de publicité sur internet.

7. Combien de temps conservons-nous vos données personnelles ?

Les avocats-associés du cabinet ont déterminé des règles précises concernant la durée de conservation de vos données à caractère personnel. Cette durée varie selon les différents objectifs et doit tenir compte des éventuelles obligations légales à conserver certaines de vos données.

- **Finalité 1 : gestion de la relation Client**

Les dossiers physiques sont conservés 5 ans à dater de la fin de la relation contractuelle et détruits ensuite.

Les dossiers électroniques font l'objet d'un régime spécifique dans le cadre de la finalité 7 et sont conservés 10 ans à dater de la fin de la relation contractuelle et détruits ensuite (voy. finalité 8 ci-dessous).

- **Finalité 2 : gestion de la relation précontractuelle**

5 ans à dater de la fin de la négociation contractuelle.

- **Finalité 3 : gestion des messages reçus sur l'adresse générale de contact**

Les données sont conservées le temps nécessaire pour répondre à la demande. Elles sont effacées ensuite.

- **Finalité 4 : lutte contre le blanchiment**

10 ans à dater de l'opération soumise à la loi relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

- **Finalité 5 : gestion des litiges et contentieux avec nos Clients, Prospects et Fournisseurs**

10 ans à dater de la fin du litige.

- **Finalité 6 : Statistiques**

5 ans à dater de la fin de la relation contractuelle.

- **Finalité 7 : Documentation interne**

10 ans à dater de la fin de la relation contractuelle.

- **Finalité 8 : Gestion des relations avec les Fournisseurs**

10 ans à dater de la fin de la relation contractuelle ou 5 ans à dater de la fin de la négociation contractuelle.

- **Finalité 9 : Recrutement**

2 ans à dater de la candidature si le candidat n'est pas retenu ni pour le poste à pourvoir ni dans le cadre d'un futur recrutement.

5 ans à partir du jour qui suit celui de la fin de l'exécution du contrat si le candidat est retenu.

8. Quels sont les droits dont vous disposez sur vos données personnelles?

Nous souhaitons vous informer de la manière la plus claire possible des droits dont vous disposez sur vos données personnelles. Nous souhaitons également vous permettre d'exercer d'une manière simple ces droits (voyez ci-après point 9).

Vous trouverez ci-après un récapitulatif de vos droits. Veuillez toutefois prendre note du fait que ces droits peuvent être soumis à des conditions et que leur exercice peut entrer en conflit avec les droits d'autrui (des avocats-associés du cabinet ou d'autres). En particulier, l'exercice d'un droit ne peut en tout cas pas porter atteinte à la déontologie, au secret professionnel, et/ou aux droits et libertés d'autrui. Il faut aussi tenir compte de la nature particulière de la mission de l'avocat, surtout lorsqu'il est mandaté par un client pour ester en justice.

8.1. Le droit d'accès

Vous pouvez accéder à l'ensemble des informations suivantes concernant :

- Les catégories de données personnelles que nous recueillons sur vous ;
- Les raisons pour lesquelles nous les utilisons ;
- Les catégories de personnes auxquels vos données personnelles ont été ou seront communiquées et en particulier les personnes qui se situent en dehors de l'Europe ;
- La durée de conservation de vos données personnelles dans nos systèmes ;
- Votre droit de nous demander de corriger, d'effacer vos données personnelles ou de limiter l'utilisation que nous faisons sur vos données personnelles et du droit de vous opposer à cette utilisation,
- Votre droit d'introduire une plainte auprès d'une autorité européenne de protection des données ;
- Des informations concernant leur source lorsque nous n'avons pas recueillons vos données personnelles directement auprès de vous ;

- La manière dont vos données personnelles sont protégées lorsque celles-ci sont transférées vers des pays hors de l'Europe.

8.2. Le droit de rectification

Vous pouvez nous demander de corriger et/ou de mettre à jour vos données personnelles.

8.3. Le droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Vous pouvez nous contacter à tout instant pour nous demander de supprimer les données personnelles que nous traitons sur vous, si vous vous trouvez dans l'un des cas suivants :

- Vos données personnelles ne sont plus nécessaires au regard des raisons pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- Vous avez retiré votre consentement sur lequel est fondé un traitement de vos données personnelles effectué par le cabinet d'avocats Delahaye Avocats ;
- Pour une raison qui vous est propre, vous considérez qu'un des traitements poursuivi porte atteinte à votre vie privée et vous cause un dommage excessif ;
- Vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations commerciales de notre part;
- Vos données personnelles ne sont pas traitées conformément au GDPR et à la loi belge ;
- Vos données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union européenne ou par le droit national auquel le cabinet d'avocats Delahaye Avocats est soumis.

Si nous avons rendu publiques vos données à caractère personnel (ce qui, vu les activités d'un cabinet d'avocats, est peu probable) et que nous sommes tenus de les effacer conformément aux conditions mentionnées ci-avant, nous allons également les effacer de ces supports publics. Nous sommes également tenus de prendre des mesures raisonnables pour informer les autres entreprises (responsables du traitement) qui traitent les données personnelles pour lesquelles vous avez demandé la suppression de tout lien vers celles-ci, ou de toute copie de celles-ci.

Toutefois, il se peut que nous ne puissions pas faire droit à votre demande. En effet, il faut de garder à l'esprit que ce droit n'est pas absolu. Nous nous devons de l'équilibrer avec d'autres droits ou valeurs importantes, tels que la liberté d'expression, le respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis ou des motifs d'intérêt public importants.

8.4. Le droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit de nous demander la limitation de vos données, c'est-à-dire le marquage (par exemple, un déplacement temporaire de vos données vers un autre système de traitement ou un verrouillage de vos données les rendant inaccessibles) de vos données personnelles enregistrées, en vue de limiter leur traitement futur.

Vous pouvez exercer ce droit lorsque :

- l'exactitude des données en question est contestée ;
- Vos données personnelles ne sont pas traitées conformément au GDPR et à la loi belge ;
- les données ne sont plus nécessaires pour atteindre les finalités initialement prévues mais ne peuvent pas encore être supprimées pour des raisons juridiques (notamment pour la constatation, l'exercice ou la défense de vos droits en justice) ;

- la décision relative à votre opposition au traitement est en cours.

En cas de limitation du traitement, vos données personnelles ne feront plus l'objet d'un quelconque traitement sans votre accord préalable, à l'exception de leur conservation (stockage).

Vos données personnelles pourront néanmoins encore être traitées pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne morale ou physique, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public dans l'Union ou l'État membre.

En cas de limitation du traitement de certaines de vos données personnelles, nous vous tiendrons informé du moment auquel la mesure sera levée.

8.5. Le droit d'opposition

Vous pouvez vous opposer à l'usage de vos données personnelles à des fins de sollicitations commerciales, et en particulier, des actions publicitaires et communications du cabinet relatives aux actualités, informations juridiques et invitations à des événements.

Vous avez le droit de vous opposer à ce que nous traitions vos données personnelles si pour une raison qui vous est propre, vous considérez qu'un des traitements poursuivis porte atteinte à votre vie privée et vous cause un dommage excessif.

Vous ne pouvez en aucun cas nous empêcher de traiter vos données :

- si le traitement est nécessaire pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat.
- si le traitement a été imposé par la loi ou un règlement;
- si le traitement est nécessaire pour constater, exercer ou défendre des droits en justice.

Toutefois, il se peut que, pour d'autres raisons, nous ne puissions faire droit à votre demande. Bien sûr, dans ce cas nous nous assurerons de vous apporter une réponse la plus claire possible.

8.6. Le droit à la portabilité

Ce droit vous offre la possibilité de maîtriser plus facilement vous-même vos données personnelles et plus précisément :

- de récupérer vos données personnelles qui sont traitées par nous, pour votre usage personnel, et de les stocker sur un appareil ou un cloud privé par exemple.
- de transférer vos données personnelles depuis chez nous vers une autre société, soit par vous, soit directement par nous, sous réserve que ce transfert direct soit « techniquement possible ».

Ce droit vise tant vos données déclarées activement et consciemment telles que les données que vous fournissez (ex. les données d'identification personnelles) que les informations que nous collectons.

A l'inverse, les données personnelles qui sont dérivées, calculées ou inférées à partir des données que vous avez fournies sont exclues du droit à la portabilité car elles sont créées par Nous.

Toutefois, vous devez savoir que nous sommes en droit de refuser votre demande de portabilité. En effet, ce droit s'applique seulement aux données personnelles fondées sur votre consentement ou l'exécution d'un contrat conclu avec vous (pour connaître précisément les données personnelles qui peuvent faire l'objet du droit à la portabilité : voyez la partie finalités et fondements). De même ce droit ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés de tiers, dont les données se trouveraient dans les données transmises suite à une demande de portabilité.

9. Comment exercer vos droits ?

Pour toute demande, il vous suffit de nous adresser un email ou un courrier postal (voir les coordonnées ci-dessus).

Il est important d'indiquer le droit que vous souhaitez exercer, les raisons qui motivent votre demande, et de joindre une copie recto/verso de votre carte d'identité. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse.

Nous disposons d'un délai d'un mois pour répondre à votre demande, augmenté de 2 mois supplémentaires en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas où nous recevions un nombre de demandes trop importantes.

Toutefois, il se peut que ne nous puissions pas faire droit à votre demande. Bien sûr, dans ce cas nous nous assurerons de vous apporter une réponse la plus claire possible.

10. Vos données personnelles sont-elles transmises à l'étranger ?

Sachez que nous ne transférons aucune de vos données personnelles en dehors de l'Union européenne.

11. Nous contacter ? Introduire une réclamation auprès d'une autorité de protection des données ?

Vous avez une question ou bien une suggestion concernant la présente Charte de protection de vos données personnelles ? N'hésitez pas à nous en faire part en nous contactant par email ou via un courrier postal (voir les coordonnées ci-dessus). Nous vous lirons avec attention et nous vous répondrons dans les meilleurs délais.

Vous estimez que nous ne protégeons pas suffisamment vos données personnelles ? Nous vous invitons à nous contacter directement. Sachez également que vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité belge de protection des données,

Par courrier postal : Autorité de Protection des Données, Rue de la Presse, 35, 1000 Bruxelles

Par e-mail : contact@apd-gba.be

12. Comment savoir si la présente Charte de protection de vos données personnelles a été modifiée ?

La présente Charte de protection de vos données personnelles peut être modifiée à tout moment, notamment pour tenir compte d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires et de l'évolution de nos services.

Nous vous encourageons à consulter régulièrement cette Charte pour savoir comment le cabinet d'avocats Delahaye Avocats protège vos données personnelles.

Date de la dernière modification : 1/6/2020

Version de la présente charte 1.0

13. Lexique des principaux termes légaux utilisés dans la présente Charte

Termes fréquemment utilisés dans la présente Charte	Définition prévues par le GDPR	Explications des termes en langage usuel
Donnée à caractère personnel (ci-après désignée « données personnelles »)	Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, (ci-après dénommée "personne concernée"); est réputée être une "personne physique identifiable" une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.	Tous types d'informations qui se rapportent à une personne physique, c'est-à-dire à un individu, identifiable directement ou indirectement, en tant que personne distincte d'autres personnes. Par exemple : un nom, une photo, une empreinte, une adresse mail, un numéro de téléphone, un numéro de sécurité sociale, etc.
Traitement	Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.	Toute utilisation de données personnelles, quel que soit le procédé utilisé (enregistrer, organiser, conserver, modifier, rapprocher avec d'autres données, transmettre, etc. des données personnelles). Par exemple : l'utilisation de vos données à des fins d'exécution du contrat, d'envoi de communications du cabinet relatives aux actualités, informations juridiques et invitations à des évènements, etc..
Responsable de traitement	La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du	La personne, l'autorité publique, la société ou l'organisme qui exerce la maîtrise de vos données et qui décide de toute utilisation de celles-ci. C'est lui qui décide de créer ou de supprimer un traitement et détermine pourquoi

	traitement.	vos données seront traitées et à qui elles seront transmises. Il est le principal responsable du respect de la protection de vos données.
Sous-traitant	La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.	Toute personne, physique ou morale, qui exécute des tâches de traitement sur les instructions et sous la responsabilité du responsable de traitement.

Lexique des autres termes utilisés dans la présente Charte :

Client	Une personne physique ou morale, qui a déjà conclu un contrat de prestation de services avec le cabinet d'avocats Delahaye Avocats.
Prospect	Une personne physique ou morale, qui pourrait être intéressée par la conclusion d'un contrat de prestations de services avec le cabinet d'avocats Delahaye Avocats.
Fournisseur	Toute entreprise qui nous fournit des services dans le cadre de nos activités (comptables, traducteurs, prestataires informatiques etc.).